

CENTRE HOSPITALIER

DE SAUMUR LONGUE-JUMELLES

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET MATERIELLES

Route de Fontevraud – BP100

49403 SAUMUR CEDEX

**CONVENTION**

**D’OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC**

**\_\_\_\_\_\_**

LA GESTION D’UN DEPOT D’ATTELLES ET D’ORTHESES

AU SEIN DU SERVICE DES URGENCES

DU CENTRE HOSPITALIER DE SAUMUR LONGUE-JUMELLES

**Article 1er : IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE**

La personne publique est le :

CENTRE HOSPITALIER DE SAUMUR LONGUE-JUMELLES

1 Route de Fontevraud – BP 100 – 49403 SAUMUR CEDEX

Téléphone : 02 41 53 32 12

Courriel : referent.achats@ch-saumur.fr

L’autorité compétente de la personne publique est le directeur du centre hospitalier de Saumur Longué-Jumelles.

**Article 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION**

**2.1 – Objet de la convention**

Le Centre Hospitalier de Saumur Longué-Jumelles propose, dans le cadre du traitement des urgences, aux patients non hospitalisés dans l’établissement de bénéficier sur place de la fourniture d’orthèses ou d’attelles.

L’occupant gère à cet effet, dans les locaux du service d’accueil des urgences, un dépôt d’orthèses et attelles.

Le vocable « l’occupant » désigne, dans la présente convention, le titulaire de la convention d’occupation temporaire du domaine public.

**2.2 – Régime juridique**

La présente convention est conclue sous le régime de l’occupation temporaire du domaine public, conformément aux articles L. 2111-1 et suivants, L. 2122-1 et suivants et L. 2125 et suivants, R.2122 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP).

A ce titre, l’autorisation d’occupation consentie ne peut être que temporaire et présente un caractère précaire et révocable.

En conséquence, l’occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d’un quelconque droit au maintien dans les lieux, ou d’un autre droit contredisant le caractère précaire et révocable de son autorisation, sur le fondement d’une autre réglementation ou législation.

**2.3 – Décomposition en lots**

La convention d’occupation temporaire du domaine public est composée d’un lot unique :

⇨ Gestion d’un dépôt d’attelles et d’orthèses au sein du service d’accueil des urgences du Centre hospitalier de Saumur Longué-Jumelles.

**2.4 – Durée de la convention et reconduction**

La convention est conclue du 06 juillet 2025 ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure jusqu’au 30/06/2026.

Cette période initiale est reconductible 3 fois par période de 12 mois soit :

-du 01/07/2026 au 30/06/2027 ;

-du 01/07/2027 au 30/06/2028 ;

-du 01/07/2028 au 30/06/2029.

La reconduction est tacite et le titulaire ne pourra s'y opposer.

Dans le cas où la personne publique décide de ne pas reconduire la convention, il en informera par écrit les titulaires, au plus tard **3 mois** avant la fin de chaque période. A ce titre, les titulaires ne pourront prétendre à aucune indemnité.

**2.5 – Lieux d’exécution de la convention**

Le lieu d’exécution de la convention est le service des urgences dans le bâtiment principal du centre hospitalier de Saumur Longué-Jumelles situé 1 route de Fontevraud à Saumur (49400).

Les lieux précis d’exercice des activités sont définis à l’article 5 de la présente convention.

**Article 3 : PIECES CONTRACTUELLES**

La convention est constituée des documents énumérés ci-après par ordre décroissant de priorité :

1. la présente convention et son annexe Bordereau des prix dont les exemplaires conservés par le centre hospitalier font seul fois ;
2. la tarification des dispositifs hors LPPR de l’occupant ;
3. le mémoire technique de l’occupant.

**Article 4 : MODIFICATION DU STATUT DE L’OCCUPANT**

Toute modification du statut juridique de l’occupant devra être portée, par écrit, à la connaissance du centre hospitalier dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de survenance d’une telle modification.

**Article 5 : MODALITES DE GESTION DES LOCAUX DEDIES A L’EXPLOITATION DES ACTIVITES DE LA CONVENTION**

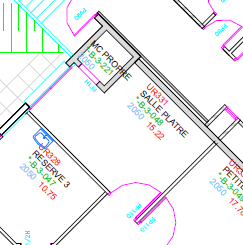
**5.1 – Désignation des locaux mis à disposition**

Le Centre hospitalier met à disposition de l’occupant pour les besoins de ses activités, un emplacement pour l’implantation physique du dépôt au sein du service d’accueil des urgences, et donne aux préposés de l’occupant l’accès à cet emplacement dès que la prise en charge des patients accueillis aux urgences le permet.

L’utilisation du local d’implantation est partagée entre le Centre hospitalier et l’occupant.

Le Centre hospitalier déclare que les locaux et équipements, objets des présentes, sont conformes à la réglementation en vigueur, notamment en matière d’hygiène et de sécurité et s’engage à les maintenir en conformité pendant toute la durée de la présente convention.

Le plan du local hébergeant le dépôt (salle Plâtre) est présenté ci-dessous.



Ce local d’implantation du dépôt est susceptible de changer pour des raisons organisationnelles ou en raison des futurs travaux de reconstruction du service d’accueil des urgences.

**5.2 – Etat des lieux et entretien**

L’occupant prend possession de l’espace dans l’état dans lequel il se trouve au jour de sa mise à disposition et s’engage à le restituer en l’état à l’expiration de la présente convention.

L’occupant ne pourra procéder à des aménagements ou à des modifications dans les locaux, qu’avec l’accord préalable du Centre Hospitalier.

**5.3 – Equipements et dispositifs mis en place par l’occupant**

L’occupant met en place le mobilier nécessaire au fonctionnement du dépôt, il en assure l’entretien et le nettoyage régulier. Le mobilier mis en place doit être solide, en bon état et conforme à la réglementation sur l’hygiène, aux consignes de sécurité et au règlement intérieur du Centre Hospitalier. Il peut porter l’identification de l’occupant.

Les dispositifs entreposés dans le dépôt doivent être non usagés et parfaitement emballés. Ils doivent correspondre aux besoins des patients accueillis dans le service d’accueil des urgences du Centre hospitalier, être conformes au règlement en vigueur au sein du Centre hospitalier.

Ils portent une étiquette indiquant le fabricant, le numéro de lot, la date de fabrication et de péremption éventuelle.

**5.4 – Assurance**

L’occupant s’engage à prendre toutes dispositions nécessaires pour garantir les locaux en matière d’assurances :

* Dommages aux biens et équipements mobiliers. L’occupant est tenu d’assurer le mobilier auprès d’une compagnie notoirement solvable contre les risques d’incendie, de dégâts des eaux et d’explosion. Il s’engage à justifier de cette assurance et du paiement des primes sur toute demande du centre hospitalier de Saumur et de manière automatique à l’entrée dans les locaux et au 1er janvier de chaque année ;
* Responsabilité civile des personnels intervenant dans les locaux mis à disposition ;
* Responsabilité civile au titre des dégradations commises par les usagers à l’occasion de leur prise en charge par le locataire.

**Article 6 : MODALITES D’EXPLOITATION DES ACTIVITES**

**6.1- Information et formation du personnel**

L’occupant assure l’information et la formation du personnel (y compris les internes en médecine) du service d’accueil des urgences sur les dispositifs proposés dans le dépôt et les modalités d’organisation de la prestation.

Cette information est délivrée à une fréquence adaptée au rythme de rotation du personnel du service et à la nécessité de ré-actualisation périodique des connaissances.

**6.2 - Approvisionnement du dépôt**

L’occupant organise l’approvisionnement du dépôt afin de garantir qu’aucun dispositif ne manque, en prenant en compte l’activité d’accueil des urgences et son caractère variable.

Le dépôt est ré-approvisionné au minimum une fois par semaine.

L’occupant met à la disposition du personnel du service d’accueil des urgences un dispositif de signalement d’éventuels manques dans le dépôt (y compris du fait de dispositifs défectueux ou potentiellement défectueux) et d’approvisionnement en urgence.

Le personnel de l’occupant assure le déballage et le déconditionnement des produits, leur rangement et l’évacuation des emballages.

**6.3 - Règles de sécurité et d’hygiène**

L’occupant s’oblige à respecter strictement la réglementation sur l’hygiène, les consignes de sécurité et le règlement intérieur du Centre hospitalier.

Le personnel de l’occupant doit porter une tenue professionnelle propre, et être identifié au moyen d’un badge indiquant clairement son nom, et le nom de l’occupant s’il n’est pas visible sur sa tenue.

Le Centre hospitalier se réserve le droit, et l’occupant ne pourra s’y opposer, d’exercer sur les dispositifs mis en dépôt et éléments de mobilier de l’occupant tout contrôle d’hygiène et de salubrité.

**6.4 – Obligation de confidentialité et de protection des données**

Le Centre hospitalier transmet à l’occupant l’ensemble des informations administratives sur les patients bénéficiant de la prestation, nécessaires pour la facturation.

L’occupant s’engage à appliquer ou à faire appliquer le secret professionnel sur les informations et les documents auxquels il a accès pendant la durée de l’occupation.

Il s’engage à ne pas transmettre celles-ci à des tiers, notamment à des fins d’exploitation commerciale.

L’occupant est tenu à une obligation générale de confidentialité et de protection des données à caractère personnel. Il s’engage en particulier à respecter la règlementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données [RGPD] »).

**Article 7 : TARIFICATION DE VENTE DES PRODUITS ET DES PRESTATIONS ET FACTURATION**

Les dispositifs sont prescrits par le personnel médical du service d’accueil des urgences et facturés par l’occupant aux patients qui bénéficient de la fourniture et/ou à leurs organismes d’assurance santé.

L’occupant facture les dispositifs au tarif prévu par la Liste des Produits et Prestations Remboursables en vigueur au moment de la fourniture, ou à un tarif inférieur.

Pour les dispositifs non visés par la Liste des Produits et Prestations Remboursables, les tarifs ne peuvent dépasser ceux prévus dans l’offre. Ces tarifs peuvent être révisés annuellement (hors année de prise d’effet de la convention) par l’occupant, selon les modalités décrites dans son offre et sous réserve d’en informer le Centre hospitalier au moins (1) mois avant leur prise d’effet, aux fins de vérification du respect des termes de la convention.

L’occupant s’engage à n’effectuer aucune transaction financière, et aucune démarche de nature promotionnelle, dans les locaux du Centre hospitalier.

Il fournit au Centre hospitalier les supports permettant d’informer de façon claire et transparente les patients sur les modalités de facturation des dispositifs dont ils bénéficient.

Les patients restent libres du choix de leur prestataire, et peuvent refuser cette prestation.

Le Centre hospitalier s'interdit toute manipulation de moyens de règlements entre le consultant et l’occupant.

Le Centre hospitalier se décharge de toute responsabilité quant aux difficultés de recouvrement que l’occupant pourrait rencontrer.

**Article 8 : REDEVANCE**

**8.1 – Détermination de la redevance**

L’occupant est assujetti au paiement d’une redevance en contrepartie de l’occupation temporaire du domaine public au titre des activités définies à l’article 2 du présent document et des charges payées par le centre hospitalier au titre des consommations d’électricité et d’eau, de la prestation d’élimination des déchets, de la taxe d’enlèvement des ordures ménagères et de la redevance spéciale instituée pour le traitement des déchets.

### **Minimum garanti :**

Dans le cas où le montant de la redevance variable décrite ci-après est inférieur au montant minimum garanti, le montant de la redevance due pour le trimestre est égal au montant minimum garanti.

Ce montant minimum garanti est indiqué par l’occupant sur le bordereau de prix.

### **Redevance variable :**

La redevance variable correspond à un pourcentage appliqué au chiffre d’affaire HT résultant des ventes réalisées dans les locaux du centre hospitalier de Saumur. Ce montant sera majoré de la TVA en vigueur le jour du règlement.

Ce pourcentage est indiqué par l’occupant sur le bordereau de prix.

A titre d’information, le chiffre d’affaire réalisé en 2024 par l’occupant actuel s’élevait à : 36 000 € HT.

**8.2 – Périodicité de la redevance**

La redevance est payable trimestriellement à terme échu.

Dans le mois qui suit chaque trimestre échu, l’occupant devra remettre au centre hospitalier un tableau des recettes réalisées au cours dudit trimestre au titre de l’activité de commercialisation des produits objets du lot dont il a été attributaire.

Les titres de recettes seront émis en fonction des déclarations transmises.

En l’absence de transmission des données avant le 5 du mois suivant la fin du trimestre, l’occupant s’acquittera d’une redevance trimestrielle provisoire de 4 500€ HT.

En l’absence de fourniture des données à la fin du mois suivant la fin du trimestre, cette redevance provisoire deviendra définitive.

L’occupant s’acquittera du paiement de la redevance dans un délai de trente jours après la réception du titre de recettes émis par le centre hospitalier. Le virement bancaire sera libellé au nom du comptable des finances publiques, comptable du centre hospitalier.

Au terme de son exercice comptable, l’occupant remettra au centre hospitalier une attestation mentionnant le montant de son chiffre d’affaires et un tableau des dépenses et des recettes réalisées pour l’exercice échu. Ces documents devront être certifiés par son commissaire aux comptes ou un expert-comptable.

En cas d’écart entre le montant des recettes totalisées au vu des deux tableaux semestriels et le montant des recettes figurant sur le tableau annuel certifié, un réajustement de la redevance payée par l’occupant sera effectué.

### **8.3 – Comptable assignataire**

Le comptable assignataire de la présente convention est :

Centre des finances publiques de Saumur Municipale

Service de gestion comptable

8 rue Saint Louis

49400 SAUMUR

**Article 9 : IMPOTS ET TAXES**

L’occupant s’acquittera du paiement des impôts et taxes dus au titre des activités exercées dans le cadre de la convention d’occupation temporaire du domaine public, à l’exception de la taxe d’enlèvement des ordures ménagères et de la redevance spéciale instituée pour le traitement des déchets.

**Article 10 : REEXAMEN - RESILIATION ANTICIPEE DE LA CONVENTION**

### **10.1 - Réexamen des conditions financières en cours de convention**

Si au cours de l’exécution de la présente convention, son économie devait se trouver déséquilibrée, les conditions contractuelles seraient réexaminées à l’initiative de l’une ou l’autre des Parties, sur production de justificatifs nécessaires.

La demande de réexamen est adressée par la Partie qui en prend l’initiative par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut d’accord entre les Parties dans un délai de 45 jours suivant la date de réception de la demande de réexamen, la convention peut être résiliée dans un délai de 15 jours suivant la réception d’un courrier de mise en demeure préalable envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception.

**10.2** **– Résiliation**

Conformément à l’article R2122-7 du code de la propriété des personnes publiques, la convention pourra être résiliée pour un motif d'intérêt général ou pour faute, en cas d'inobservation de ses clauses et notamment dans les cas suivants :

* défaillances répétées de l’occupant dans l'exécution des prestations ;
* non-conformité des prestations et des produits avec ceux présentés dans le mémoire technique de l’occupant ;
* En cas de manquement caractérisé à une obligation de la présente convention par l’occupant.

La résiliation pour faute est précédée d’une mise en demeure préalable. Si cette mise en demeure est restée en tout ou partie sans effet pendant ce délai, la résiliation intervient alors à l’expiration du délai imparti sans autres formalités et sans préjudice des éventuels dommages et intérêts qui pourraient être dus.

### **10.3 - Modification des conditions de financement par l’assurance maladie**

Si au cours de l’exécution de la présente convention, les organismes d’Assurance Maladie remettent en cause le mode de financement du dépôt, la convention sera résiliée à l’initiative du Centre hospitalier, après information par courrier recommandé de l’occupant, à effet immédiat.

**Article 11 – RESTITUTION DES LOCAUX**

Au terme de la convention, l’occupant restitue les locaux dans l’état où ils se trouveraient du fait de l’usage normal qui en aura été fait et en bon état de propreté.

L’occupant évacue les équipements et dispositifs qu’il a entreposés au plus tard 5 jours après la date de fin de la convention.

Le Centre hospitalier peut procéder au déplacement des équipements et dispositifs dans un lieu clos, en attente de leur évacuation par l’occupant, afin de garantir la continuité de fonctionnement du dépôt géré par un autre Prestataire et d’éviter l’encombrement du service.

**Article 12 – DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES**

### **12.1 - Notification - Computation des délais**

Toute notification à l’une ou l’autre des parties devra être adressée par tout moyen permettant de conférer une date certaine à sa réception. A défaut, les délais contractuels ne pourraient courir.

Toute notification ainsi effectuée, ainsi que tout acte de procédure, n’est valablement opposable à la partie destinataire qu’adressé au lieu de l’établissement tel que visé ci-dessus.

Les délais prévus à la convention sont des délais francs.

Il est précisé, en conséquence, que les mesures subordonnées à l’achèvement de ces délais sont exécutoires le lendemain à 0 heure du matin du dernier jour du délai.

**12.2 - Tolérance**

Le fait par l’une des parties de ne pas se prévaloir de l’un quelconque des droits découlant de la convention, ne peut être interprété, quels que soient la durée et l’importance de cette tolérance, comme un abandon de son droit à faire observer ultérieurement, à tout moment et sans préavis, chacune de ses clauses et conditions.

### **12.3 - Portée de la convention**

Toute modification des présentes devra faire l’objet d’un avenant à conclure entre les parties.

En cas de contradiction entre les annexes et la convention, cette dernière prévaudra sur les premières.

**Article 13 : LITIGES ET CONTENTIEUX**

Le centre hospitalier de Saumur et l’occupant s’efforceront de régler à l’amiable tout différend éventuel relatif à l’interprétation des stipulations de la convention ou à l’exécution des prestations définies dans la présente convention.

La juridiction de premier degré compétente pour statuer sur les contentieux nés de l’exécution de la présente convention est le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l’Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 Nantes Cedex).

ENGAGEMENT DES PARTIES

Saumur, le …

|  |  |
| --- | --- |
| **Pour l’occupant**  Nom entreprise :  N° SIRET :  Nom et qualité du signataire : | **Pour la personne publique**  Nom : CENTRE HOSPITALIER DE SAUMUR LONGUE-JUMELLES  N° SIRET : 264 900 390 00012  Le Directeur Général  Jean-Paul QUILLET |